

*Jacques MAILLARD*

## **Prologue**

Avant toute chose, il me faut préciser que la prescription d'un remède dépend du diagnostic. Et donc la réponse appropriée à une thérapeutique proposée, la refuser, l'amender, l'accepter, la combattre, dépend en premier lieu de l'acceptation du diagnostic. Je vais donc examiner le cadre général, son effet et ses implications dans la recherche, et par voie de conséquence, les actions possibles, nécessaires et souhaitables.

## **1 Le Cadre Général**

Si le syndicat n'est pas un parti politique, et n'a pas de vocation à se substituer aux autorités exécutive responsables et mandatées, il n'empêche qu'une analyse politique et philosophique est nécessaire pour évaluer la situation, les priorités, les périls, les alliances, les moyens, les possibilités, les limites, les contraintes.

Le cadre général depuis plus de 20 ans se définit par 4 grandes caractéristiques politiques, économiques et idéologiques de notre pays, de notre société.

### *1.1 La privatisation*

En 1990, le potentiel économique de l'Etat, des collectivités, des mutuelles, des petites entreprises familiales non cotées en bourse, des associations, était suffisamment important pour que la capitalisation boursière, en notre pays, ne représentait qu'environ 10% du PNB. Aux USA, cette proportion était d'environ 40%. Parallèlement, la rentabilité boursière était faible (environ 3%), alors même qu'une partie des firmes cotés en bourse était possédée par des institutions publiques.

Aujourd'hui, la capitalisation boursière représente plus de 100% du PNB, et est possédée par plus de 50% de non résidents. La rentabilité des firmes cotées atteint souvent 10%, permettant la redistribution de revenus gigantesques aux actionnaires: 150 milliards de revenus financiers ont été ainsi versés aux actionnaires des 40 premières entreprises cotées en bourse (CAC40) au cours de l'année 2006. Ce capital et ce revenu est très concentré entre les mains d'un

millier de personnes environ, personnes physiques (MM Lagardère, Arnaut, Butler, Pinault, Dassaut, Bettencourt, Meyer, Rothschild, Bolloré, et beaucoup d'autres moins connues) et morales (fond de pension US, églises notamment). Un rapport de la banque de France de 1998, repris par un autre de l'OCDE en 2006, évalue la concentration en identifiant pour chaque entreprise cotée le premier propriétaire ainsi que le second. Parallèlement la répartition des richesses créées chaque année entre le travail et le capital s'est modifiée de telle sorte que le capital a perçu 10% de plus en 20 ans, le travail 10% de moins. L'enrichissement rapide, éhonté, de cette petite classe prédatrice est avéré. Il représente un fardeau très important sur le dos du pays (celui qui travaille ou qui ne peut plus, pour cause d'âge, de maladie ou de chômage): la CMU ou le déficit des retraites (3-6 milliards d'euros annoncés) sont à des ordres de grandeurs inférieurs à la ponction des 1000, voire des 100 premiers oligarques de France (150 milliards d'Euros de revenus).

Il y a ainsi (re)constitution d'une classe d'oligarques, comprenant notamment la plupart des "vieilles familles" qui dirigeaient le pays avant guerre (en particulier de Wendel, la banque Worms, ...) hier encore riches assujettis à l'ISF, mais aujourd'hui richissimes et puissantissimes, dépassant en richesse et en puissance les ministères de l'état républicain.

Dans ces conditions ils peuvent désormais réaliser l'objectif de contrôler le reste d'état et de privatiser tout ce qui peut encore l'être. Ceci leur permet d'asseoir un pouvoir définitif, incontrôlable, sans limite: énergie, transports publics, poste, santé, sécurité, médias, distribution, information, enseignement...

Les dirigeants des entreprises privatisées, quand ils n'en sont pas les propriétaires les plus importants, se partagent les grosses miettes sous forme de salaires mirobolants (plus de 200 fois le salaire moyen de leurs employés), ainsi que d'un parachute doré sous forme d'un matelas d'actions dorées. Ceci permet à un Pebereau (1.7 millions d'Euros de revenus annuels, 1000000 de stock option) de donner des prescriptions de réforme pour la population.

Ces privatisations sont imposées par Bruxelles, directement ou indirectement (mise en "concurrence", directives sur l'énergie,...).

## *1.2 La fragilisation et la destruction de l'Etat*

Corrélativement à cette privatisation, la dette de l'Etat flambe. En effet les privatisations, annoncées par les économistes "réformateurs" comme le remède à la dette, semblables aux saignées de médecins de Molière, ont un triple effet:

- (1) En premier lieu elles font flamber la dette. Elles détruisent des recettes de

l'Etat, par exemple celles des cigarettes, de la poste, d'EDF, des banques des autoroutes, et assurances autrefois nationales...

- (2) Elles augmentent les dépenses de l'Etat, qui dépend de fournisseurs "indépendant", et devenus privés: armement, médicament, finances. Surtout, les entreprises privatisées, pour atteindre les rentabilités exigées par les nouveaux actionnaires, refusent d'embaucher, licencient ou mettent à la retraite, les anciens salariés parfois encore fonctionnaires (France Télécom). Ces entreprises rejettent sur la communauté, au nom de leurs profits, les dettes et contraintes sociales (retraites, chomages, sécurité sociale). De surcroît, les travailleurs préssurisés, stressés, sont victimes de maladies diverses dues à cette pression: dépressions, maladies du dos, cancer, avec en particulier augmentation massive de l'usage de médicaments psychotropes, deuxième poste des médicaments, et jamais contestés. SDF, Rmiste, se multiplient.
- (3) Elles interdisent de facto à l'Etat toute action économique, culturelle, voire même militaire et diplomatique à long terme, car le vrai pouvoir a basculé dans les mains des oligarques et de leurs partenaires étrangers.

### *1.3 Destruction du pouvoir d'achat des travailleurs*

Ce changement de société a pour but et effet de détruire le pouvoir d'achat, la vie extérieure, des travailleurs, toutes catégories confondues: le partage des revenus entre travail et capital a, comme nous l'avons déjà noté, évolué en défaveur du travail de façon drastique depuis 20 ans. Par exemple le pouvoir d'achat des certifiés enseignants ou chercheurs a baissé de 20% en 20 ans. Ceci alors que les nouvelles technologies, les progrès de la productivités ont donné à la création de richesses un gigantesque bond en avant: informatique, télécommunication, énergie nucléaire, aéronautique, spatial, médicament, biomédical... richesses qui auraient permis une énorme amélioration du niveau de vie si elles n'avaient été détournées vers cette petite classe la plus riche de la société. Bien sûr cette paupérisation de l'ensemble des travailleurs au profit des plus riches est accompagnée de charité, mécénat, bienfaisance, fondation, pour masquer l'ampleur des détournements. Cette "philanthropie" n'est pas désintéressée: ces actions leur permet d'étendre facilement leur pouvoir au delà du monde économique: artistique, scientifique, médiatique, culturel, intellectuel, et donc politique voire même syndical!. Ces actions sont donc en réalité particulièrement dangereuses pour la démocratie (lire Machiavel discours sur la première décade de Titelive)..

L’un des moyens de pression sur la population est la mise en concurrence générale avec les salaires les plus bas, les horaires les plus grands dans le monde. Ceci est associé à un système de terreur qui instaure dans les institutions privatisées un régime de “contrat privé”. La loi n’existe que dans les livres, la peur du licenciement éliminant tout véritable syndicalisme de défense des personnels. Tout investissement dans une action politique contestant le système sera transmis par les renseignements généraux au patronat. Ainsi les pseudos “droits sociaux” sont anéantis par la peur du licenciement. On maintient une rhétorique, au besoin par quelques actions médiatisées, mais pour l’ensemble de la population, la terreur est garante de l’ordre patronal.

Ainsi, pour “graver dans le marbre” cette gigantesque régression sociale, cette privation générale de droits et de richesses, il fallut en passer par des “traités internationaux”. Conformément à sa vieille tradition, l’oligarchie française fait appel à l’étranger. Toute remise en cause de cette oligarchie sera donc considérée comme une violation des traités internationaux (Maastricht en premier lieu) et par là même attaque contre la sécurité de l’état (oh paradoxe!). La casse EDF-GDF au nom de l’Europe, suivie de la vente à bas prix de GDF et d’une partie d’EDF, par des arguments contradictoires mais allant toujours justifier la spoliation de la collectivité est un exemple magnifique.

Rappelons que les échanges internationaux et le progrès technique n’ont jamais eu besoin, au cours des siècles précédents, de cette spoliation de la collectivité. Il fut créés des agences et des organisations internationales, des poids et mesures, de la poste, des chemins de fer, de l’aviation, des télécommunications, puis dans la deuxième partie du XXème siècle, de l’énergie, de l’atome, de l’espace, de la santé, de l’agriculture, de la culture, etc, sans qu’il ne fut jamais question, au contraire de privatiser ces institutions.

On peut au contraire s’interroger sur la pertinence du discours sur l’”innovation”, si les inventions et les développements techniques, au mains du privé exclusivement, imposées par des vendeurs sans aucune considération sur l’intérêt général, sur une étude de risque et les retombées globales, sont autant porteurs de progrès réel pour l’ensemble de la population. Souvent celle-ci ne les adopte que par obligation, parce qu’elle n’a plus de moyens de faire autrement. Par exemple; les OGM, les hybrides en agriculture, la destruction des chemins de fer au profit de l’automobile et des camions...

## 2 Conséquences pour la recherche

Pour les oligarques, et les actionnaires en général, le problème de la recherche, et celui du CNRS en particulier, se résume à la formule de monsieur le directeur de CNRS-Avenir, homme de l'industrie nommé à la tête de cette coûteuse structure du CNRS par la directrice du CNRS à cette époque (mai 2000), formule utilisée dans une conférence à la rue d'ULM:

“Le problème du CNRS, c'est que l'on ne peut ni égorger, ni licencier les chercheurs.”

Pour eux il faut transformer le statut des chercheurs, actuellement fonctionnaires de nature réglementaire, en celui de personnels “flexibles, mobiles, motivés, sensibles à l'excellence...”. Ainsi un directeur du CNRS avait commis un texte où le mot mobilité apparaissait 15 fois en 5 lignes...

Il s'agit en réalité de la remise en cause, non seulement des principes sur lesquels ont été fondé, à la sortie de la guerre, le CNRS, (l'indépendance de la science vis à vis des pouvoirs économiques et politiques), mais des fondements même des académies, universités et établissements de recherche et d'enseignement supérieurs depuis des siècles, en notre pays, mais aussi à l'étranger. Soulignons que les autres pays européens qui doivent “nous servir d'exemple”, sont donc, semble-t-il, bien avancés dans cette évolution (je reviendrai sur ce point par la suite).

En effet, les objectifs de ces institutions étaient le développement et la diffusion de connaissances fondamentales ouvertes à tous, richesses universelles, soumises à la critique, et sujettes à la liberté de recherche et d'expression. Cette conception “humaniste” est déclarée “passéiste”, inefficace, dangereuse, coûteuse, inutile, etc...

Il lui est substituée une politique de privatisation du savoir, de réification de la connaissance fondamentale, instituant logique de marché, secret industriel, propriété intellectuelle, règles marchandes (repris notamment dans les articles 250, 315 et 316 du “traité constitutionnel”).

Il s'agit donc:

- (1) De transformer les chercheurs en mercenaire d'intérêts privés. Il faut donc à la fois transformer les statuts des chercheurs, des enseignants-chercheurs et celui des établissements: introduction du contrat obligatoire, de la charte imposée (d'où le terme féodal choisi), de l'avancement par la hiérarchie, de l'évaluation par des agences nommées par le gouvernement ou les oligarques (elles sont dans ce cas dénommées “indépendantes”), de critère non scientifiques (allégeance au “projet de groupe”, satisfaction

des besoins des oligarques, renommés “demande sociale”).

Les “contrats d’objectifs”, le “pacte pour la recherche”, la “LOLF”, la “charte européenne des chercheurs”, les “codes de bonnes conduite”, et autres textes de facto ou de jure contraignants, renommés dans une langue s’apparentant à celle que Klemperer étudie scientifiquement dans son livre “LTP”, et finalement la “constitution européenne” si elle était adoptée, sont les outils adéquats, en dehors du harcèlement permanent des résistants, de la mise en oeuvre de ce nouvel ordre intellectuel et scientifique.

L’autonomie des universités en sera un autre outil, par la privatisation à terme de celles-ci: le CNRS, privé de son milieu universitaire, tombera comme un fruit desséché. Cette autonomie, à l’instar des entreprises et services privatisés, commencera par un endettement massif, comme il a déjà lieu en d’autres pays (Italie, Suède, Royaume Uni), incité par le mécanisme “Risk Share Financing Facility” (RSFF), prévu dans le VII<sup>ème</sup> PCRD de Bruxelles. On fera des investissements de prestige, de luxe, ou à risque (embauche à grand frais de vedettes nobélisées). Ensuite, pour “résoudre le problème de la dette”, on vendra le patrimoine, et aliénera son indépendance: chaire “Big Brother”, diplôme “World Society”, recherche “City”. Cette année l’INRIA, le Collège de France, Paris VI et Paris Dauphine notamment, ont ouvert la voie.

- (2) De neutraliser les résistances, et plus généralement les chercheurs encore compétents et indépendants, donc crédibles. Des enquêtes d’opinion ont montré que le chercheur du public (du CNRS en l’occurrence) était des personnels de diverses institutions (académies, EPIC, industrie, associations, syndicat, partis, médias, médecine, clergé...), le seul auquel on reconnaissait encore à la fois intégrité et compétence. La liberté de parole et de recherche, le haut niveau de compétence au recrutement par concours jeunes, sont donc des bases du métier, encore gravées dans le statut. Ceci est donc inacceptable pour ces pouvoirs prédateurs, disqualifiés. Soit on neutralise, soit on asservit la recherche.
- (3) Raconter des fables à la population et ses représentants, qu’ils soient associatifs, syndicaux ou politiques. Au moment où l’on démantèle la recherche publique, il est important de faire croire que l’on fait exactement l’inverse. On explique doctement que le système mis en place à la libération, voire depuis des siècles, est inadapté, inefficace, incomplet, etc, sans jamais réellement argumenter (sauf par des évaluations bidons s’appuyant sur une obscure université lointaine). Il est toujours loisible d’affirmer que l’on peut mieux faire, mais il faut démontrer que, en cassant tout, on obtiendra mieux, surtout lorsque les bases de la reconstruction sont à l’opposé de tous les principes qui fondent l’activité scientifique: liberté, sérénité dans le travail, investissement dans le fondamental et à long terme, examen de toutes les hypothèses sans préjugés, critique, ouverture, désintéressement...

Le grand exercice de l’amalgame: recherche et développement, tech-

nique et science, savoir et compétence, découverte et invention, application et connaissances, permet l'affirmation de la "nécessité de la réforme". Cette dernière n'étant bien sûr que l'assujettissement total de la sphère intellectuelle aux pouvoirs de l'argent. On commence par le dénigrement (chercheur en chaise longue, dilapidation du patrimoine intellectuel national, inefficacité, etc) et on continue par la promesse d'un futur merveilleux: science bien contrôlée, sur projets définis par "la société civile", ne donnant que les "bonnes connaissances", et évitant les "mauvaises". Pour ce faire il faut donc toutes ces machines à gaz dont on sait qu'elles seront mieux acceptées si elles se font au nom de l'idéologie en vogue, l'Europe, voire "la communauté internationale (civilisée bien sûr)". Il y aura des pactes, des chartes, des codes de bonne conduite, des feuilles de route ("road map"), des forces de frappe ("task force"), projets, programmes, réseaux ("network"), comité ("comitee"), notation (et agence), surveillance ("monitoring")... Le contrôle total devant, comme pour la bourse, maximaliser les performances.

### 3 Quelle action syndicale?

Cette longue analyse introduit la conception de la lutte, syndicale dans notre cas.

En premier lieu il faut, même si l'analyse précédente est partagée par beaucoup, distinguer 2 attitudes philosophiques, suivistes ou progressives, qui déterminent l'action:

- Soit on considère qu'il s'agit d'une évolution inéluctable, à terme porteuse de progrès, que rien ne peut arrêter. La casse est nécessaire, le prix sera lourd, mais à terme le paradis assuré. Cette thèse, qui selon un ancien ministre "philosophe" est inspiré du recteur célèbre d'une université nazie, est souvent assaisonnée de maximes "marxiste", humanistes, chrétiennes. Elle permet, elle autorise toutes les attitudes opportunistes, capitulant devant les "faits", qui ne sont que la mise en place des délires des oligarques et des églises. Elle correspond au fameux "syndicalisme d'accompagnement", renommé de "proposition".
- Une seconde position est de constater que cette politique est contraire aux intérêts de 90% de la population, voire 99% et qu'elle risque d'entraîner des catastrophes de grandes ampleurs (militaires, économiques, écologiques, sanitaires, culturelles. Celles qui ont été déclenchées par les générations précédentes des oligarchies actuelles (Giscard, Wendel, Worms, Bush...) apparaîtront alors comme de gentilles plaisanteries.

Il s'agit donc aussi d'un enjeu de civilisation. Il faut agir à la fois sur le court, le moyen et le long terme. Dans de telles circonstances, face à un

projet qui nous mène à l'abîme, il ne peut y avoir que opposition, luttes et résistances. Que peut on proposer à des gens qui ont des objectifs et des intérêts opposés aux nôtres? Ceci n'empêche pas, au contraire, de proposer au peuple, et à lui seul, des propositions.

### 3.1 *Comment lutter?*

Il me semble que la lutte peut s'articuler autour de 3 points:

- (1) Construire, diffuser, une analyse et une information sur la situation. En particulier la CA est le forum adéquat pour la concentration et la diffusion de l'information venant et vers les sections, les autres travailleurs, le public, national et étranger. En particulier, au niveau européen, l'information provenant de nos collaborateurs nous donnent une mesure de l'avancement de la dégradation dans les autres pays, dégradation vendue en France au nom de l'Europe. Par exemple:
  - Privatisation de l'université par des changements constitutionnels en Grèce: on permet la mise en place d'universités privées pouvant délivrer des diplômes...
  - Changement de statut pour les chercheurs de l'INFN en Italie: pointage, heures d'enseignement obligatoires...
  - Transformation des postes de statutaires en CDD pour enseignants et chercheurs en Suède. On saisit pourquoi devant Mme Royal, Mme Laurence Parisot, patronne du MEDEF, déclarait: le modèle suédois, je prends.
  - Evaluation par des officines privées de l'évaluation des cours d'universités en Espagne et Allemagne
  - Mise en place de mécanisme pour assujettir le financement privé de la recherche publique par l'hypothèque des biens, notamment immobiliers, des universités et établissement de recherche, en Grande Bretagne, en Italie et en Grèce. Ce mécanisme sera généralisé dans le VII ème PCRD par un système appelé "RSFF Risk Share Financin Facility".
- (2) Faire une opposition systématique à la mise en oeuvre de ce pillage et destruction, opération effectuée souvent "par la bande", en mettant en oeuvre illégalement, par le biais de la corruption ou du harcèlement, des réformes qui n'ont encore aucune réalité juridique. En particulier les destructions de laboratoires, de groupes ou de disciplines, les sanctions déguisées, les mises en retraites, mutations, mises en longues maladie (psychiatriques) doivent faire l'objet d'une attention particulière.
- (3) Prévenir la population et ses représentants, en particulier les travailleurs, du danger de la destruction de la recherche publique, seule véritable garante de l'indépendance et de la qualité des chercheurs, de leur liberté d'expression.

Si au niveau général de nos sociétés, il est évident que la réappropriation par l'ensemble de la population des biens, pouvoirs, richesses, captés par une infime partie est absolument nécessaire, ceci n'empêche pas qu'il faille aussi freiner et alerter sur ce qui peut encore être sauvé. L'épreuve de force de plus en plus violente que la politique de la caste des oligarques provoquera ne peut être une raison d'attentisme, au contraire. Car plus on aura freiné, plus on aura alerté la population, moins cette épreuve sera périlleuse.

Nos statuts ne sont pas des privilèges, au contraire. Nos camarades d'études qui gagnent 10, 100 fois nos salaires en étant les nervis des oligarques peuvent nous donner des leçons de modernité. Il n'empêche que s'ils veulent, avec leurs maîtres, notre mort (voir la déclaration du patron de CNRS avenir ou certains rapports d'"experts"), ce n'est point pour l'argent que nous gagnons. Ils déclarent d'ailleurs être prêts à nous en donner plus que ce que la République nous en donne aujourd'hui. Leur but, c'est neutraliser notre voix, arrêter nos travaux "génants". S'ils arrivaient à leurs fins, s'ils imposaient la "réforme", ils pourront enfin imposer leur ordre où ils vendraient ce qu'ils veulent, feraient travailler la masse des êtres humains comme ils veulent, et, eux, feraient de leur temps, des richesses de la terre, ce qu'ils veulent.